

Gouvernement seront une charge permanente sur le peuple. J'ai aussi fait voir qu'en nous imposant cette dépense, nous acquerions un actif d'une valeur incomparablement plus grande, provenant du développement du Nord-Ouest, et mon honorable ami ne saurait le contester. Le point que j'ai voulu établir est celui-ci: supposé même que tout l'argent dépensé par le Gouvernement sur la section de l'Est ne fût pas remboursable; supposé qu'il fût nécessaire que le Gouvernement fit le sacrifice de cette dépense pour permettre à la compagnie du "Grand Tronc Pacifique" de construire l'autre section que j'ai mentionnée. —c'est-à-dire la section des prairies—ce serait de l'argent utilement dépensé par nous, et le pays en retirerait un bénéfice compensant amplement ce sacrifice. La question n'est pas précisément celle des conditions stipulées, bien que mon honorable ami puisse trouver lui-même que mes énoncés sur ce point sont exacts; mais la question qui s'est posée, lorsque le Gouvernement actuel s'est engagé à dépenser la somme considérable que j'ai mentionnée, est celle de savoir s'il est possible de démontrer le bénéfice proportionnel que le pays retirera de cette énorme dépense. Tel est mon point de vue, et j'espère que, avec la grâce de Dieu, mon honorable ami et moi vivrons assez longtemps pour en voir la réalisation. Mon honorable ami n'est pas, je crois, très ferme dans ses opinions. Je l'ai écouté attentivement, mais j'ai été surpris qu'il n'ait pas jugé à propos de s'aventurer lui-même dans un comté de l'Alberta et qu'il n'ait pas essayé de faire accepter par ceux qui représentent le Nord-Ouest dans l'autre Chambre, quelques-unes de ses excellentes opinions qu'il nourrit sur l'économie politique et les dépenses politiques.

Avec tout le respect que j'éprouve pour sa manière de voir, je dois dire que les membres de la gauche, dans l'autre Chambre, ont par trop négligé leurs devoirs et leur responsabilité relativement à l'énorme augmentation des dépenses. Voyez ce qui s'est passé lors de la dernière session.

Je voudrais bien savoir combien de fois, lorsqu'il s'est agi d'énormes crédits supplémentaires, les membres de la gauche, dans l'autre Chambre, ont combattu les propositions du Gouvernement. Parlant de mémoire, 1,200 votes ont été pris, l'année der-

Hon. sir RICHARD CARTWRIGHT.

nière, sur les estimations budgétaires; mais la gauche s'est contentée de les combattre en bloc, et elle ne s'est pas donné la peine de les soumettre à une critique détaillée. Elle n'a certainement pas proposé de retrancher un seul article des crédits demandés. Et pourquoi cela? Est-ce parce qu'elle se trouvait convaincue que le Gouvernement ne faisait aucun mal qu'elle n'a pas jugé à propos de proposer la suppression d'un seul des crédits demandés; ou est-ce l'approche des élections qui l'a intimidée, ou lui a inspiré la crainte de perdre quelques votes si elle s'opposait à quelque crédit que ce soit? Mon honorable ami est libre de choisir celle de ces raisons, qui lui conviendra le mieux. Mais l'abstention de la gauche dans ces circonstances est un fait acquis. Au cours des douze dernières années, quelles sont les taxes dont la gauche a demandé l'abolition? A-t-elle essayé de réduire les charges qui pèsent sur le peuple? Je ne puis me rappeler une seule occasion dans laquelle la gauche, ou l'un de ses membres, ait proposé la réduction d'une seule taxe; mais je puis rappeler nombre d'occasions où la gauche a exprimé un ardent désir que le Gouvernement doublât, triplât, ou quadruplât la taxe imposée sur certains articles. En conclusion, qu'il me soit permis de dire ceci: le Gouvernement ne procède pas aveuglement. Il reconnaît le fait que le revenu public a très considérablement baissé; que la dépression peut quelquefois durer longtemps; qu'il est désirable de modérer les dépenses; de réduire celles-ci à des limites n'excédant pas le plus strict nécessaire. Le gouvernement désire réduire les dépenses autant qu'il lui est possible de le faire; mais cette réduction ne saurait être considérable, vu que, comme mon honorable ami le sait, nous avons une masse énorme d'obligations fixes qu'aucun gouvernement ne peut supprimer. Le Gouvernement ne désire pas, en dépit des demandes de la gauche, s'engager dans de nouvelles entreprises jusqu'à ce qu'il ait terminé celles qu'il a maintenant sur les bras. Si le Gouvernement se conduit de cette manière, je suis d'avis qu'après un laps de temps raisonnable, grâce à l'énorme expansion qui s'opère dans le Nord-Ouest, grâce à l'énorme immigration d'une excellente qualité, qui nous arrive—je suis